

Le principal acteur privé de l'assainissement au Brésil, champion de la résilience

Radamés Andrade Casseb PDG - AEGEA

8 novembre 2022



Grâce à son modèle économique, respectueux des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) les plus exigeants, Aegea est aujourd'hui la première entreprise privée dans son domaine au Brésil. Présente dans 154 villes du pays (contre 6 en 2010), elle fournit des services d'assainissement et de distribution d'eau aux populations, tout en contribuant à garantir la pérennité de son écosystème, à travers des mesures d'atténuation des effets du changement climatique et de réduction des taux de pertes en eau.

Quels sont les effets de la multiplication et de l'aggravation des sécheresses et des inondations sur les concessions que vous gérez ?

Radamés Andrade Casseb : Face à la baisse des précipitations, Aegea investit dans des initiatives visant à garantir la continuité de ses services et le respect de l'environnement dans les différents contextes où elle intervient. La surveillance quotidienne des réseaux d'eau et du volume d'eau stockée dans les bassins hydrographiques où se situent nos unités est un véritable enjeu stratégique. L'investissement en faveur de la protection des sources et de la sécurité des approvisionnements comprend la recherche de nouvelles sources, le développement des infrastructures de surface, le forage d'aquifères, la construction de puits et la garantie de la qualité des eaux. L'entreprise a aussi mis en place des programmes de sécurité hydrique et de préservation des sources naturelles. L'un

d'entre eux consiste à produire des semis végétaux, replantés ensuite autour des bassins de rétention, dans les zones déboisées et les espaces protégés. Águas Guariroba a ainsi permis de créer une pépinière d'environ 40 000 nouveaux plants dans le périmètre d'une station d'épuration et de retraitement des eaux. À la concession de Prolagos, le programme Revivendo Águas Claras vise le reboisement de 10 hectares autour du réservoir de Juturnaíba, qui alimente plusieurs villes du centre de l'État de Rio de Janeiro.

Quelle est la stratégie prioritaire au Brésil pour que les infrastructures résistent aux conséquences du changement climatique ?

En matière de résilience hydrique, il faut prendre en compte plusieurs facteurs : le changement climatique bien sûr, mais aussi l'urbanisation, la construction de barrages et l'intervention humaine sur les systèmes d'alimentation. La sécurité hydrique repose donc sur un ensemble de bonnes pratiques, certes développées par la collectivité pour assurer l'approvisionnement en eau, mais en associant les pouvoirs publics, les entreprises privées et les populations concernées. Le modèle proposé par la réglementation de 2020 en matière d'assainissement - qui vise à rendre ce service universel au Brésil d'ici 2033 - ouvre la porte à une implication du secteur privé, tout en bénéficiant au secteur public. Ce dispositif de complémentarité et d'intégration de la démarche sera bénéfique pour l'ensemble du secteur.

En quoi le secteur privé peut-il être moteur pour l'investissement dans des équipements résilients et durables ?

Le nouvel environnement réglementaire s'appliquant aux activités d'assainissement montre à quel point le Brésil est soucieux de faire évoluer les prestations de base en la matière. La législation établit un objectif ambitieux : il s'agit, tout en améliorant et en modernisant le secteur, d'assurer la sécurité juridique nécessaire pour attirer davantage d'investissements et d'atteindre une couverture nationale des services d'eau et d'assainissement. Ce nouvel environnement a déjà accru l'intérêt des investisseurs potentiels - même si la faiblesse des taux de couverture actuels constitue encore un défi à surmonter.

Du point de vue des infrastructures, comment intégrez-vous les impacts du changement climatique dans votre planification ?

En plus d'avoir augmenté nos investissements pour renforcer la sécurité hydrique et la résilience des cours d'eau, nous avons établi un partenariat avec la société Climatedpo, un spécialiste brésilien de la météo. Son but est de fournir une information météorologique à court et long terme, afin de faciliter la surveillance des risques pour les stations hydrographiques situées dans les bassins où le groupe collecte l'eau. En 2021, sur la base d'une étude émanant de Climatedpo, Aegea a ainsi identifié des sécheresses et des pénuries potentielles dans 14 des 25 concessions qu'elle opère dans le Mato Grosso. Depuis, près de 50 millions de reais (environ 10 millions d'euros) ont été investis dans des travaux d'ingénierie préventive, comme l'augmentation des capacités de stockage, la réduction des pertes en eau, le forage de puits et l'identification de nouveaux points de captage.

A quels obstacles êtes-vous confrontés ?

Le Brésil présente des réalités démographiques, sociales et culturelles contrastées. Notre modèle économique fonctionne pour la desserte de populations allant de 3 000 personnes à 6,8 millions d'habitants, dans le respect de l'environnement et des droits de ces populations. Aegea aborde chaque localité en fonction de ses besoins et de ses caractéristiques. La gestion du « permis social d'exploitation », et en particulier des relations avec les communautés, constitue l'un des piliers des valeurs de l'entreprise en matière de développement social et environnemental. Une fois que nous connaissons mieux, au niveau local, leurs spécificités et les attentes des communautés, nous agissons aussi pour faire prendre conscience de l'importance des enjeux dans l'ensemble du secteur.

Dans un environnement où elle se raréfie, comment gérez-vous la demande en eau et la réduction des taux de pertes ?

Au Brésil, selon une étude de l'Instituto Trata Brasil s'appuyant sur les données du SNIS (organisme national d'information sur l'assainissement), le système d'approvisionnement en eau présente des déperditions d'environ 40 %, dues aux fuites et aux raccordements clandestins. Cela équivaut au gaspillage quotidien de 7 500 piscines olympiques d'eau traitée. Aegea s'appuie sur son « Programme d'efficacité énergétique et de limitation des pertes en eau » pour relever ce défi. L'an dernier, la réduction des pertes a représenté une économie d'environ 39 milliards de litres d'eau (soit l'approvisionnement de 970 000 personnes sur une année entière). Réduire les taux de pertes de cet élément absolument vital qu'est l'eau contribuera à garantir la pérennité de tout un écosystème.